

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 26 AVRIL 2012

SOMMAIRE

- 1) Encore une idée de...
- 2) L'écolo !
- 3) Top Secret
- 4) Juste, juste...
- 5) C'est la fête mais un peu seul...
- 6) Le FN prêt à engloutir le PS
- 7) Autriche : à droite toute...

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Loi Travail : la représentativité patronale fait débat



Le président du Medef, Pierre Gattaz, veut que le poids des grandes entreprises soit pleinement pris en compte dans la mesure de la représentativité patronale. - SIPA

Le gouvernement doit déposer un amendement au projet de loi travail la semaine prochaine pour trancher la question très sensible de la représentativité patronale.

La réforme de la représentativité patronale trouvera-t-elle enfin son épilogue avec le vote du projet de loi El Khomri ? C'est ce que le gouvernement espère. Mais le point d'atterrissage est encore en discussion ces jours-ci entre les trois organisations patronales, CGPME, UPA et Medef. L'objectif est d'arriver à trouver un compromis d'ici au 3 mai, date de début de l'examen du projet de loi travail dans l'hémicycle à l'Assemblée nationale, via un amendement gouvernemental.

Les représentants de l'UPA ont réussi à faire supprimer en commission des Affaires sociales l'article 20 de la loi, qui prévoyait une mesure de la représentativité qui prenait à 80 % en compte le nombre de salariés, et à hauteur de 20 % le nombre d'adhérents. Avec ce ratio, l'UPA craignait la disparition de dizaines de ses fédérations dont le nombre de salariés est très faible. L'UPA, qui regroupe les artisans et commerçants, compte en effet beaucoup de TPE, voire de professionnels sans salarié.

A l'inverse, ne prendre en compte que le nombre d'adhérents mettrait en péril, cette fois, les fédérations qui réunissent des grands groupes sur des secteurs très concentrés. C'est le cas de la Fédération française des banques, mais aussi de la Fédération du commerce et de la distribution qui compte parmi ses membres des enseignes telles que Carrefour et Auchan.

Deux critères alternatifs

Pour l'heure, les discussions se sont arrêtées sur le fait de tenir compte de deux critères qui seraient alternatifs. Pour être représentatives, les fédérations professionnelles devront avoir un seuil d'audience équivalant soit à 8 % du nombre d'entreprises adhérant en 2015 à toutes les organisations professionnelles sur le champ considéré ; soit regrouper 8 % des salariés de ces mêmes entreprises adhérentes. Ce système de calcul permet de n'écarter ni les représentants des TPE/PME, ni les grands groupes qui peuvent être très peu nombreux sur certains champs d'activité.

En revanche, si ce compromis était retenu, il ne

réglerait en rien le problème de la répartition des financements paritaires entre les trois organisations patronales. Le Medef, plus par provocation que par sincérité, laisse entendre qu'il pourrait s'en passer. Mais pour les deux autres organisations patronales, CGPME et UPA, la clef de répartition de ces financements est cruciale.

@mbellan1

LesEchos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) François Hollande réaffirme ses objectifs sur l'environnement



PARIS (Reuters) - Accusé par des écologistes de freiner la transition énergétique, François Hollande a promis lundi de continuer d'agir sans relâche pour l'environnement, tant en France qu'au niveau international, et confirmé ses engagements sur le nucléaire.

Depuis l'accord de Paris, signé par 175 pays vendredi aux Nations Unies, "l'urgence climatique n'a pas diminué d'intensité", a dit le chef de l'Etat lors de la dernière conférence environnementale de son quinquennat.

François Hollande a confirmé l'objectif de baisser de 75% à 50% la part du nucléaire dans la production d'électricité en 2025. Pour y parvenir, la programmation pluriannuelle de l'énergie sera soumise à consultation d'ici le 1er juillet et adoptée à l'automne, a-t-il assuré.

Le texte était prévu à l'origine fin 2015, puis repoussé à fin février, un retard qui a provoqué les critiques des écologistes, accusant le gouvernement de renoncer à réduire autant que prévu la présence du nucléaire en France.

En 2018, l'Etat aura un avis de l'Autorité de sûreté nucléaire sur l'état du parc et EDF devra proposer la fermeture de certaines centrales et la prolongation d'autres.

"Fermer des centrales n'est pas une décision qui s'improvise", a souligné François Hollande. "Elle doit se faire selon un calendrier précis, dans le respect des personnels."

D'ici là, les discussions sont en cours avec EDF sur la fermeture de Fessenheim, en particulier concernant l'indemnisation, a-t-il dit, confirmant que "le décret abrogeant l'autorisation d'exploiter sera pris cette année".

La ministre de l'Environnement, Ségolène Royal, avait auparavant fustigé la vision "obsessionnelle" des antinucléaires qui dénoncent de présumés reculs du gouvernement.

PRIX PLANCHER DU CARBONE

L'Etat, a ajouté François Hollande, demandera à la Caisse des dépôts, à l'Agence française de développement et à BPI France de lancer des obligations vertes dédiées à des projets d'investissement environnementaux, les collectivités locales étant appelées à faire de même.

Il a précisé qu'une nouvelle phase de 10 milliards d'euros du programme d'investissements d'avenir, dans le budget 2017 de l'Etat, serait consacrée pour deux tiers à des projets de transition écologique et énergétique.

Au-delà du nucléaire, qui cristallise une partie du désaccord entre socialistes et écologistes, François Hollande a assuré que "la France s'engagera unilatéralement à donner un prix plancher au carbone" avec des modalités de mise en oeuvre précisées dès cette année pour "changer

les comportements".

Sur un autre sujet d'opposition au sein de la gauche, l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le chef de l'Etat a déclaré que le gouvernement prendrait "ses responsabilités pour suivre ou arrêter le projet", après le référendum local du 26 juin.

Alors que la négociation du traité commercial entre l'Europe et les Etats-Unis (TTIP) est l'objet de tensions, François Hollande a dit la vigilance de la France "pour que les accords commerciaux ne remettent pas en cause de manière subreptice les avancées qui ont été décidées lors de la COP21".

"Je ne vois pas comment notre pays, la France, pourrait signer des traités commerciaux si les chapitres relatifs au développement durable ne sont pas contraignants", a-t-il dit.

La France souhaite la mise en place en Europe de la taxe sur les transactions financières (TTF), a-t-il une nouvelle fois souligné, en souhaitant que son produit soit "affecté au développement et à la lutte contre le réchauffement".

En France, tous les textes d'application de la loi sur la transition énergétique seront pris d'ici l'été, a-t-il assuré, alors que certains déplorent un retard.

Le texte ratifiant l'accord de Paris sera présenté le 4 mai au conseil des ministres et adopté par le Parlement avant l'été, a répété François Hollande, en invitant les Européens à le faire rapidement. Aux Nations Unies vendredi, il a demandé que les 28 ratifient l'accord d'ici fin 2016.

(Jean-Baptiste Vey, édité par Yves Clarisse)

reuters.com

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Secret des affaires. Les curieux arguments des eurodéputés socialistes

Audrey Loussouarn L'Humanité



Une manifestante brandit une pancarte disant "N'avez vous pas honte", lors d'un rassemblement à Reykjavik après le scandale des Panama Papers, le 6 avril 2016.

PHOTO
HALLDOR
KOLBEINS / AFP

Voilà une semaine que la directive sur le secret des affaires a été adoptée au Parlement européen. Ceux qui l'ont adoubée ont du mal à se justifier face au rejet des citoyens qui les appelaient pourtant à l'enterrer.

C'est une écrasante majorité et, avec elle, un coup très lourd porté à la liberté d'informer. Jeudi 14 avril, 501 eurodéputés ont voté pour la directive sur le « secret des affaires ». Dans le lot, le Front national, la droite... et les socialistes. Seuls trois membres du PS français se sont abstenus. 131 eurodéputés (Front de gauche et écologistes) ont voté contre.

Depuis, difficile pour les socialistes de justifier leur vote. En tête, le président du Parlement européen, Martin Schulz (Parti social-démocrate allemand) : « Pour le moment, c'est la meilleure solution. Je ne suis pas à 100 % satisfait, mais je suis rassuré par le fait que les risques soient considérablement minimisés. » De son côté, Gilles Pargneaux, eurodéputé PS, parle de « réactions disproportionnées » de la part des opposants : « On a voté pour car on a estimé que c'était une avancée, un point d'étape, pour protéger les lanceurs d'alerte. Il y a un mieux par rapport au texte d'origine. » Les élus socialistes ont même rédigé des « documents pour démêler le

vrai du faux ». Dans leur argumentaire, des éléments relevés tout aussi bien par les opposants : le texte a pris des précautions quant à la liberté des journalistes mais il reste le bémol de l'article 5, qui formule une condition à la protection des salariés mis en cause, celle de prouver que leur révélation relève d'une faute « illégale » et qu'il agit dans « l'intérêt public général ». Point justement qui inquiète les détracteurs.

De multiples pétitions (1), notamment celle du collectif « Informer n'est pas un délit », initiée par Élise Lucet et qui regroupe 538 000 citoyens, les ont pourtant appelés à voter contre. Que sont devenues les postures après les révélations du « Panama Papers » ? « Ça va nous faire encore des rentrées fiscales de la part de ceux qui ont fraudé, donc je remercie les lanceurs d'alerte et la presse », déclarait François Hollande, dont le ministre Michel Sapin, par ailleurs, se lance dans la protection des lanceurs d'alerte avec la loi Sapin II. Pour Pascal Durand, eurodéputé écologiste, « les politiques de tous bords ont lâché des larmes de crocodile à chaque nouvelle révélation d'un scandale sanitaire ou financier. Il serait temps de passer des paroles aux actes ». Car, sans ces lanceurs d'alerte, pas d'affaires Médiator, Volkswagen, HSBC... ou encore LuxLeaks. Dès le 26 avril se déroulera le procès d'Édouard Perrin, journaliste à France 2, et Antoine Deltour, le lanceur d'alerte dans cette révélation d'optimisation fiscale à grande échelle. Le lieu du procès ? Le Luxembourg – dont l'ex-Premier ministre est Jean-Claude Juncker, aujourd'hui à la tête de la Commission européenne, partenaire des multinationales sur cette directive –, où il existe déjà un secret des affaires... Le jugement donnera une idée de ce qui nous attend.

Le collectif des 51 associations et syndicats qui s'opposent à la directive appelle à la modification de la directive pour retrouver sa fonction première, celle de lutter contre l'espionnage industriel. Car, selon lui, « le fond du problème subsiste », notamment sur la « définition de l'illégalité de l'obtention (article 4), limitée à la simple non-autorisation du propriétaire du secret d'affaires concerné », qui permet l'ouverture des poursuites. Ajoutons que la directive, écrite à minima, pourra être interprétée à son maximum par chaque pays et aiguiller les lieux de poursuites des multinationales. Pour Patrick Le Hyaric, eurodéputé Front de gauche, avec ce vote, le Parlement donne « toute liberté aux entreprises qui seront les seules à décider de ce qu'elles

désirent dévoiler ou non sur leurs activités ». Le groupe écologiste, quant à lui, présentera le 4 mai au Parlement européen un projet de directive pour instaurer une protection européenne des lanceurs d'alerte.

humanite.fr

IV) Législative partielle en Loire-Atlantique : la victoire en trompe-l'œil du PS

Louis Hausalter

La candidate PS Karine Daniel a sauvé dimanche le siège de Jean-Marc Ayrault à l'Assemblée nationale, dans un contexte de très forte abstention et de rupture entre socialistes et écologistes.



Karine Daniel a sauvé le siège de Jean-Marc Ayrault, nommé au gouvernement en février. - NICOLAS MESSYASZ/SIPA

Une bonne nouvelle dans la tempête pour le Parti socialiste. Sa candidate Karine Daniel a remporté dimanche 24 avril le second tour de l'élection législative partielle dans la 3e circonscription de Loire-Atlantique. Un scrutin qui faisait suite à l'entrée au gouvernement de l'ancien titulaire du siège, Jean-Marc Ayrault, nommé ministre des Affaires étrangères en février.

Avec 55,44% des voix, Karine Daniel bat le

candidat de la droite Matthieu Annereau (Les Républicains/UDI/MoDem), sur fond de très forte abstention (74%). De quoi faire pousser un "ouf" de soulagement aux ténors du PS : depuis 2012, les socialistes et leurs alliés n'ont remporté que deux législatives partielles sur 19 scrutins. Cela reste pourtant une victoire en trompe-l'œil, dans cette circonscription tenue par la gauche depuis près de 40 ans. Au premier tour, la candidate PS a dévissé de 26 points par rapport au score de Jean-Marc Ayrault en 2012...

Le "ni-ni" des écolos

Ce scrutin a aussi été marqué par un fait politique peu anodin, à un an de la présidentielle : Karine Daniel n'a pas pu compter sur le soutien du candidat Europe Ecologie-Les Verts, qui a réalisé une percée notable au premier tour en arrivant troisième avec 17% des voix, soit 12 points de plus par rapport à 2012. Jean-François Tallio a en effet refusé de donner des consignes de vote. Ce "ni-ni" est un signe de plus de la défiance des écologistes vis-à-vis de leurs anciens alliés socialistes. "Nous sommes à la fin d'un cycle d'alliance avec le PS, compte tenu de sa politique qui n'est pas écolo-compatible", expliquait ce week-end le secrétaire national d'EELV, David Cormand, au Journal du dimanche.



LAPRESSEENREVUE.EU

V) Hé oh la gauche ! : «On n'est pas là pour se soigner, on est là pour se mobiliser !» "

Par Lilian Alemagna



Emmanuelle Cosse, Marisol Touraine, Najat Vallaud-Belkacem, Stéphane Le Foll, Jean-Michel Baylet, lundi soir lors du lancement de Hé oh. Photo Marc Chaumeil pour Libération

Les (derniers) soutiens de François Hollande sont réunis ce lundi soir à Paris autour de Stéphane Le Foll pour vendre le bilan du gouvernement. Et affirmer leur différence avec la droite.

«Je ne t'aime plus, mon amour...» Dans cet amphithéâtre de l'université Descartes, dans le VI^e arrondissement de Paris, la chanson de Manu Chao sert de musique d'attente. En ces temps de désamour pour François Hollande, ces socialistes, simples militants ou vieux fidèles du président de la République, «aiment», eux, leur Président. Ils sont, à vu d'œil, 600 personnes à avoir répondu ce lundi soir à l'invitation du porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, sous le slogan «Hé oh la gauche !», dans une faculté de médecine.

«Je voudrais rassurer tout le monde, on n'est pas là pour se soigner, on est là pour se mobiliser !» attaque le ministre de l'Agriculture, historique soutien de Hollande. L'objectif : défendre le bilan «social» du gouvernement. Réformes éducatives, en matière de santé, politique du logement, écologie... Parler en positif de «ce qui a été fait» et «défendre avec fierté [...] des avancées sociales qui, comme à chaque fois que la gauche a gouverné, compteront». Un tract double face a été disposé sur les bancs : d'un côté bilan de la gauche, de l'autre «ce que prépare la droite».

«La droite et la gauche [...], ce n'est pas la

même chose

Au premier rang, les vieux grognards de la Hollande sont de retour (l'ex-ministre François Rebsamen, l'ancien président du Sénat Jean-Pierre Bel...), de nombreux membres du gouvernement sont sortis de leur ministère. Le Parti socialiste – réuni en Bureau national à la même heure – est représenté par son secrétaire national à l'organisation, Rachid Temal. Manuel Valls, absent, a envoyé son conseiller politique, Yves Colmou, et le maire d'Evry, Francis Chouat. La ministre du Logement, Emmanuelle Cosse (ex-EELV) et son collègue de l'Aménagement du territoire, Jean-Michel Baylet (radical de gauche) colorent la tribune.

«Ce qu'on a fait, ça mérite d'être valorisé», insiste Le Foll. Les ministres répondent à des interpellations retransmises sur écran géant. Des questions téléphonées de personnes que l'on suppose, à leurs questions, être encartés au PS. Najat Vallaud-Belkacem défend son action à l'Education nationale et met en garde contre le danger de «revivre un 21 avril». Marisol Touraine se fait applaudir lorsqu'elle «assume [...] haut et fort [d']être de gauche» et lance qu'elle «n'a pas renoncé à la victoire en 2017». «La droite et la gauche [...], ce n'est pas la même chose, ajoute la ministre des Affaires sociales et de la Santé. Non, nous ne sommes pas pour l'assistanat. Oui, nous revendiquons l'accompagnement et la solidarité.»

A lui tout seul

Et si les socialistes disent être désormais «social-écologistes», c'est à leur collègue verte, Emmanuelle Cosse, qu'ils délèguent cette question. Qu'importe : à un an de la présidentielle et au vu de l'urgence pour passer le premier tour, le mot «gauche» est assumé dans ce premier rassemblement pro-Hollande aux allures de pré-campagne présidentielle. Un message envoyé au grand absent de cette soirée : le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron et son mouvement à lui tout seul, En marche, étiqueté «ni de droite ni de gauche». «Hé oh la gauche !» ne compte pas s'arrêter à une simple soirée en défense du gouvernement : prochaine étape, le 17 mai, à Lille. En campagne.

Lilian Alemagna



VI) Hé, Oh, le PS : le FN n'est plus qu'à 30.000 adhérents de différence !

Magazine Marianne

Selon "Le Parisien", le PS ne compterait plus dans ses rangs que 135.833 militants. Pis, seuls 86.171 militants du PS seraient à jour de leur cotisation. Un chiffre terrible pour le parti, alors que le FN revendique 57.000 adhérents à jour de cotisation.



François Hollande aura au moins réussi à inverser une courbe : celle des militants du PS. - SIPA

Stéphane Le Foll a beau vouloir réveiller le PS avec son "Hé, Oh, la gauche !" et Jean-Christophe Cambadélis afficher son souhait d'arriver à 500.000 adhérents d'ici 2017, les chiffres ne mentent pas. Entre le congrès de Toulouse en octobre 2012 et celui de Poitiers en mai 2015, le Parti socialiste avait déjà perdu 42.500 militants. Selon Le Parisien, il n'y aurait plus que 135.833 militants au 1er janvier 2016. Pis, seuls 86.171 seraient à jour de cotisation. **La présidence Hollande aura donc au moins réussi à inverser une courbe : celle des militants du PS.**

Pour les partis politiques, le nombre d'adhérents est une vitrine de communication essentielle : il donne leur poulx. Ce qui explique qu'il est particulièrement difficile de le connaître. Afin d'entretenir le flou, les partis aiment ainsi jongler entre deux catégories d'adhérents : ceux qui ont un jour cotisé et ceux qui sont à jour de cotisation. **Au PS par exemple, on reste adhérent durant un délai de deux ans après avoir pris sa carte, même si l'on n'a pas payé de cotisation depuis.** En clair, une personne qui prend sa carte au 1er janvier 2016 et qui a changé d'avis ensuite restera malgré tout inscrit dans les fichiers socialistes comme adhérent jusqu'en... 2018. De quoi

de quoi brouiller quelque peu les pistes.

Le FN revendique 57.000 adhérents à jour de cotisation

En novembre 2012, à l'occasion du congrès de Toulouse, le corps électoral du PS s'élevait à 173.500 adhérents. Un peu plus de 50% s'étaient déplacés, soit 87.900 militants. **Trois ans de présidence Hollande auront fait s'évaporer les troupes.** Au congrès de Poitiers, qui a confirmé Jean-Christophe Cambadélis dans son rôle de premier secrétaire, le corps électoral était déjà descendu à un peu plus de 131.000 adhérents, dont seuls 71.100 avaient fait entendre leur voix dans les urnes. **Soit une perte d'environ 40.000 adhérents**, à peine atténuée avant la fin d'année.

Fin 2014, Europe 1 publiait les extraits d'un document interne au PS qui révélait qu'au 31 juillet de cette même année, 60% des adhérents n'avaient pas renouvelé leur carte. A l'époque, le PS avait démenti ce chiffre et les courriers de relance avaient permis de sauver les meubles. **Pour comparaison, le FN revendique aujourd'hui 85.000 adhérents statutaires, dont 57.000 à jour de cotisation.** Des chiffres qui risquent de susciter une frénésie d'envois de courriers rue de Solférino...



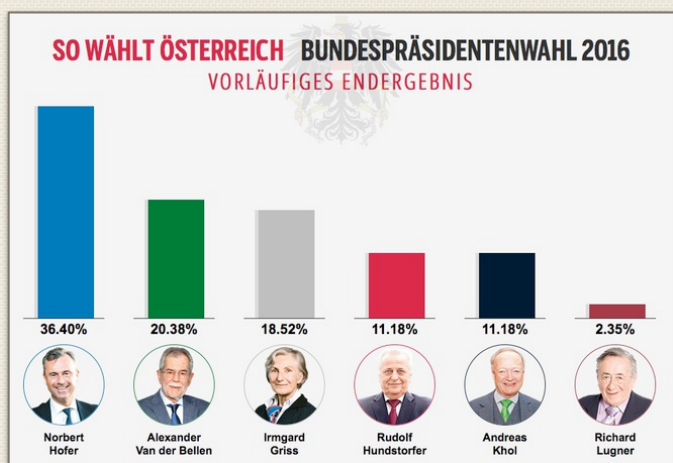
VII) Autriche: l'extrême droite ramasse la mise au premier tour de la présidentielle !!

Par Amélie Poinssot

C'est son meilleur score jamais réalisé dans un scrutin national : dimanche 24 avril, le FPÖ, l'extrême droite autrichienne, a raflé plus de 36 % des voix. Les deux partis gouvernementaux, eux, sont hors jeu. Un résultat qui vient confirmer, une fois de plus en Europe centrale, qu'un exécutif à la rhétorique anti-migrants fait le jeu des plus réactionnaires.

C'est un retournement sans précédent. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, centre gauche (SPÖ, Parti social-démocrate) et centre-droit (ÖVP, Parti populaire) présidaient l'Autriche à tour de rôle, et gouvernaient le plus souvent par le biais de « grandes coalitions ». Dimanche, c'est un vaste mouvement de rejet qui les a éjectés de l'échiquier politique : ni l'un ni l'autre ne seront présents au second tour de la présidentielle, le 22 mai prochain. À eux deux, ils ne totalisent que 22 % des suffrages au premier tour. En Autriche comme ailleurs sur le continent, le soutien aux « partis traditionnels » s'effrite.

Mais, à défaut de profiter aux gauches alternatives ou à de nouveaux venus en politique, comme ce fut le cas notamment en Grèce et en Espagne, cette reconfiguration de l'espace politique autrichien profite essentiellement... à l'extrême droite. C'est même un raz-de-marée qui s'est produit dimanche soir, le FPÖ (Parti de la liberté) du défunt Jörg Haider remportant 36,4 % des voix.



Résultat du premier tour de l'élection présidentielle autrichienne, 24 avril 2016 © österreich.at

Partout, dans tous les milieux sociaux, au sein de toutes les générations, et dans l'ensemble des Länder du pays, ce parti xénophobe, anti-UE et révisionniste se taille la part du lion. Comme le montrent les graphiques interactifs du quotidien Die Presse, le FPÖ arrive en effet en première position dans tous les Länder autrichiens à l'exception de Vienne, la capitale, seul endroit où le candidat des Verts a une très légère avance.

Selon un sondage « sortie des urnes », la formation d'extrême droite est également en tête de pratiquement toutes les catégories de population, que l'on classe par sexe, par tranche d'âge (moins de trente ans / entre trente et soixante / plus de soixante), ou par activité (salariés / fonctionnaires

professions libérales / retraités)... Seules les catégories « étudiants » et « bacheliers » n'ont pas voté en premier lieu pour Norbert Hofer, le candidat FPÖ, mais pour son adversaire, le candidat soutenu par les Verts, Alexander van der Bellen. Celui-ci arrive deuxième à l'issue du premier tour, mais très distancé : il est à seize points derrière le premier. Un troisième candidat, indépendant, sera également au second tour, Irmgard Griss.

Ce raz-de-marée prévisible avait été très mal anticipé par les instituts de sondages autrichiens. Pourtant, le FPÖ était dans une dynamique de progression depuis déjà de nombreuses années. Sur les graphiques de Die Presse, qui replacent ce scrutin 2016 dans la perspective de l'histoire politique autrichienne depuis l'après-guerre, on constate qu'à l'exception des années 2000-2002 (où, parallèlement à sa participation au pouvoir, le FPÖ chute dans les résultats électoraux, tandis que sociaux-démocrates et centre-droit se redressent), il y a une tendance générale, depuis quatre décennies, à la baisse des deux principaux partis autrichiens et à la montée de l'extrême droite.

Mais c'est bel et bien la première fois que les courbes s'inversent lors d'un scrutin national, marquant ainsi la fin d'une époque. « C'était la Deuxième République », titre Rainer Nowak dans son édito. « Quelle que soit l'ampleur de la consternation, de l'amertume et de la honte pour les deux partis qui avec leurs candidats Rudolf Hundstorfer et Andreas Khol ont dû encaisser la pire défaite de leur histoire, ceux-ci, les chefs de parti, leurs collaborateurs, leurs conseillers et les cadres ne comprendront pas ce qui s'est passé ici, aujourd'hui, en ce jour réellement historique. Ce dimanche, il n'y a pas un Land à avoir placé en tête des suffrages un candidat du SPÖ ou du ÖVP (...). La vérité pour le SPÖ et l'ÖVP sonne simplement : votre époque est révolue. Cela ne veut pas dire qu'à l'avenir ces deux partis n'existeront plus. Mais que cela ne sera plus jamais comme avant. »

Pour la chroniqueuse Alexandra Förderl-Schmid de Der Standard, qui parle de « césure », « le FPÖ a profité encore une fois, en premier lieu, de l'insatisfaction perceptible dans le pays face à la politique gouvernementale. Le sujet des réfugiés a fonctionné comme un catalyseur supplémentaire. La politique de fermeture du gouvernement n'a pas convaincu les électeurs ».

Car au-delà de la lassitude face à deux partis historiques qui ont pour coutume de gouverner ensemble, sans qu'il n'y ait plus aujourd'hui de distinction claire pour les électeurs entre la gauche et la droite, la crise migratoire a, comme dans d'autres élections qui se sont jouées depuis l'automne sur le continent, pesé sur la campagne. En adoptant un discours hostile aux réfugiés et en se faisant les apôtres de la fermeture des frontières en Europe, les partis gouvernementaux autrichiens ont banalisé le discours anti-migrants et poussé, in fine, les électeurs à voter encore plus à droite.



Norbert Hofer, candidat du FPÖ à la présidentielle, le soir du premier tour © Reuters

Vienne s'était pourtant montrée ouverte aux réfugiés pendant l'été dernier, l'Autriche constituant essentiellement un point de passage pour des migrants qui rejoignaient alors massivement l'Allemagne. À partir de septembre cependant, elle commence à montrer des signes d'hésitations face à cette politique d'accueil et à vouloir limiter le nombre de demandeurs d'asile sur son territoire. En janvier, elle est ainsi le premier pays membre de la zone Schengen à réinstaurer des contrôles aux frontières intérieures de l'UE, à la frontière avec la Hongrie.

Manifestation des antifas

En février, le gouvernement autrichien rentre dans le camp des États membres résolument hostiles à une politique européenne d'accueil. Le 25 février, il organise en effet à Vienne une réunion avec des représentants de tous les Balkans... sans la Grèce, ni aucun représentant de la Commission européenne. Autrement dit, il préfère s'entendre avec des pays non membres de l'Union plutôt que de participer à une résolution européenne de la crise. C'est à l'issue de cette réunion que tous fermeront en chaîne leurs frontières, aboutissant à la fin de la « route des Balkans », itinéraire emprunté par les réfugiés tout au long de l'année 2015. Vienne a par ailleurs poursuivi cette politique de fermeture sur sa frontière avec l'Italie, où elle met tout en œuvre, depuis quelques jours, pour réinstaurer des contrôles, dans l'hypothèse où une nouvelle route migratoire, via l'Italie, s'ouvrirait.

Cette volte-face du gouvernement autrichien, en pleine campagne électorale, n'a fait que renforcer le camp adverse. Depuis l'automne, le FPÖ exerçait une pression continue, critiquant le gouvernement pour son laxisme dans la crise des réfugiés et ne cessant de citer le premier ministre hongrois Viktor Orban en exemple, lui qui a été à la pointe de la répression à l'égard des migrants. Dans ses clips, notamment celui réalisé dès le mois d'août dernier à l'attention de la jeunesse autrichienne, il fustigeait un exécutif qui serait resté « silencieux » face à la crise et met en scène à grands coups d'effets sonores et de montage choc une supposée invasion.

En voix off, on peut entendre : « Savais-tu que des milliers de nouveaux demandeurs d'asile allaient venir en Autriche tandis que les politiques regardent en silence ? Savais-tu que tu allais devenir étranger dans ton propre pays ? Savais-tu que tu allais bientôt te retrouver au chômage ? (...) Les vieux partis ne résolvent pas les problèmes. Seul le FPÖ aide aujourd'hui. » Pendant la campagne, les slogans du parti disaient : « Toujours et encore l'Autriche » ou encore « Ta patrie a besoin de toi maintenant ».

Clip du FPÖ, août 2015

https://youtu.be/VywDxm9D_oQ

Manifestement, le FPÖ est parvenu à emporter l'adhésion bien au-delà de ses cercles habituels. Dans un graphique très précis réalisé par le quotidien Der Standard, on peut ainsi observer les reports de voix par rapport au dernier scrutin à l'échelle nationale, les législatives de 2013. On constate que le FPÖ est désormais le parti politique au socle le plus stable d'Autriche : 86 % de ses électeurs de 2013 ont revoté pour lui dimanche. Tandis que les bases du SPÖ et du

ÖVP se délitent complètement. Respectivement, seulement 34 % et 32 % de leurs électeurs de 2013 sont restés fidèles. Et ils sont nombreux à s'être abstenus (24 % des électeurs sociaux-démocrates, 14 % des électeurs de centre-droit) ou à s'être dirigés vers l'extrême droite (13 % des électeurs sociaux-démocrates, 24 % des électeurs de centre-droit).

Ce résultat écrasant risque de provoquer une guerre de succession chez les sociaux-démocrates, qui ont annoncé vouloir attendre leur congrès, à l'automne prochain, avant de décider quoi que ce soit. C'est, de fait, une immense défaite pour le chancelier SPÖ actuel, Werner Faymann. Le candidat du parti à la présidentielle Rudolf Hundstorfer n'a en tout cas pas laissé planer l'ombre d'une hésitation dans le message envoyé à ses électeurs, dès dimanche soir : il a appelé à voter pour le candidat des Verts au second tour.

De leur côté, les antifas autrichiens (Offensive gegen Rechts) ont appelé à manifester, le 19 mai, sur la Helderplatz à Vienne – cette place historique où, entre autres, Hitler avait prononcé l'Anschluss... Et les organisations étudiantes leur emboîtent le pas avec un appel de la ÖH (Österreichische HochschülerInnenschaft) : « Nous n'avons pas besoin d'une division de la société mais d'une politique solidaire », a déclaré sa représentante Lucia Grabez, citée par l'agence de presse autrichienne APA.

Mais pour l'heure, rien ne dit que les reports de voix seront suffisants pour éviter l'élection d'un homme d'extrême droite au poste de président. Un homme qui incarne le visage « libéral » du FPÖ, mais qui est aussi favorable au port d'armes et est lié au « mouvement national-allemand », une mouvance pangermaniste autrichienne qui fait froid dans le dos. Comme le raconte Nikolina Franjkic sur le site d'analyse politique Mozaik, Norbert Hofer est en effet membre d'honneur de la confrérie étudiante « Marko-Germania zu Pinkafeld ». Cette organisation nationaliste puise ses racines dans un courant du XIXe siècle qui repose sur le principe d'une communauté culturelle allemande et dément l'existence d'une nation autrichienne indépendante.

Si Norbert Hofer est élu président, il convoquera sans nul doute des élections législatives anticipées (les prochaines sont théoriquement pour 2018) afin de pouvoir nommer, ensuite, une figure de son parti au palais des Habsbourg... L'Union européenne avait déjà vu l'extrême droite autrichienne accéder au pouvoir : c'était en 2000,

dans le cadre d'une coalition de la droite avec le FPÖ. C'est la seule fois où l'UE avait pris des sanctions à l'égard d'un pays membre, cessant toutes les rencontres bilatérales pendant sept mois. Cette fois-ci, le contrôle du FPÖ sur le pouvoir pourrait être bien plus étendu. Et l'UE probablement plus frileuse à intervenir, tant les dérives d'Orban depuis cinq ans ou encore celles des conservateurs polonais récemment arrivés au pouvoir n'ont pas fait bouger grand-monde à Bruxelles.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU



Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog
www.overblog.com

A Suivre...
La Presse en Revue